

Comme chaque 24 décembre, avant le réveillon, le CRACPE (Collectif de résistance aux centres pour étrangers) a donné rendez-vous devant le centre fermé pour étrangers, à Vottem (Liège).

Avec nos bougies, nous y avons éclairé la face la plus honteuse de la politique belge en matière d'asile et d'immigration : les centres fermés pour étrangers où sont détenues des personnes « criminalisées », alors qu'elles sont simplement « sans- papiers », c'est-à-dire sans titre de séjour ; les expulsions violentes qui se poursuivent quotidiennement.

Prenant la parole devant les grilles du centre fermé, notre camarade France Arets, animatrice du CRACPE, a jeté un coup de projecteur sur cette politique de la Belgique : « En ces temps où les raisons de fuir la guerre, les dictatures, les persécutions, la misère, les catastrophes climatiques, ne font que s'intensifier à l'échelle de la planète, c'est une politique de non-accueil qui est menée en Belgique. Le gouvernement actuel a même décidé d'intensifier la politique dite de retour, c'est-à-dire en réalité d'expulsion. Alors que la xénophobie reprend vigueur, à nous de nous mobiliser pour une politique d'asile et d'immigration qui respecte les droits humains : droit d'asile, liberté de circulation, droit de vivre en sécurité ».

« Libérons les paroles des enfermés de Vottem ». C'est ainsi que France a lu une communication poignante, bouleversante, des détenus du centre fermé de Vottem. Une communication qui ne peut nous laisser indifférents et qui nous pousse à la résistance, la solidarité, la mobilisation.

Communication des détenus du centre fermé de Vottem

Nous, détenus dans le centre fermé de Vottem, voulons dénoncer l'inhumanité de nos arrestations, enfermements, expulsions.

Nous avons tous été arrêtés à notre domicile ou au travail. Nous vivons tous depuis plusieurs années en Belgique.

Certains de nous ont une femme et des enfants ici.

Certains de nous ont une carte de résidence en règle dans un pays de l'espace Schengen.

Certains de nous sont gravement malades.

Certains de nous sont nés en Belgique.

Certains de nous ont des enfants dans la même école que nos gardiens.

Nous avons tous fait une demande d'asile ou une demande de régularisation selon les règles dictées par la loi.

Et nous sommes traités comme des criminels lors de nos arrestations : menottes, enfermement dans des cellules des postes de police pendant des heures, parfois sans manger, ni boire.

Nous avons été amenés, toujours menottés, et enfermés dans une prison nommée centre fermé pour étrangers. Sur les murs de nos prisons chacun écrit sa petite histoire dans toutes les langues. Un vrai musée où on lit toute la misère du monde.

Certains ont subi des tentatives d'expulsions, parfois 2 en 24 heures et ont été témoins ou ont subi de graves violences policières. Nous sommes mis en isolement et amenés à l'aéroport, menottés et scotchés, sans être prévenus, sans qu'on nous ait laissé la possibilité de prévenir nos avocats ou notre famille

D'autre sont partis, menottés vers un pays où ils ne veulent ou ne peuvent plus vivre, vers un pays qu'ils ne connaissent parfois pas.

Certains ont des avocats qui ne font rien pour les défendre et qui sont incompétents. Ils sont perçus comme des collaborateurs à ces politiques d'enfermement.

L'incompétence, voir l'immobilisme des ces avocats arrangent bien l'Office des Étrangers, qui peut ainsi expulser à sa guise. !

Nous comparons les agissements de l'Office des Étrangers aux agissements du temps des nazis lors des arrestations et expulsions: l'Office peut arrêter, enfermer en toute impunité, sans discernement, ici la population désignée étant l'Étranger.

Nous dénonçons le pouvoir donné à l'Office des Étrangers, qu'on laisse travailler en toute impunité, sans aucun contrôle. Ils enferment, expulsent tout « étranger » parfois dans l'illégalité totale.

Nous dénonçons cet Office des Étrangers qui n'hésite pas à contourner la loi, qui n'hésite pas à utiliser des stratagèmes pervers pour arriver à ses fins, qui passe au dessus des décisions du Conseil du contentieux ou des directives européennes ou internationales.

Nous dénonçons cette politique de rendement aveugle : déportation de tous, faire tourner la machine à expulser, faire du chiffre.

Nous, détenus dans le centre fermé de Vottem, voulons par cet appel montrer ce visage de la Belgique que le citoyen belge ne veut pas voir !

